

Plus particulièrement, sans y être restreint, le bénéficiaire de la garantie déclare qu'il ne procédera à la libération de la sûreté qu'aux conditions et conformément aux règles appliquées par le bénéficiaire de la garantie dans des circonstances comparables pour des conventions de financement ou autres opérations semblables, qui ne sont pas mises sous l'application de la garantie, et à condition de remplir les conditions posées dans la convention cadre conclue entre le bénéficiaire de la garantie et la Waarborgbeheer NV ».

Art. 15. A l'annexe III, jointe au même arrêté, au point 3°, les mots suivants sont supprimés : « autres que celles découlant de l'éviction de garanties spécifiques constituées. ».

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 février 2005 relatif à certains aspects procéduraux du régime de garanties pour petites et moyennes entreprises.

Bruxelles, le 6 mai 2009.

La Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur,
Mme P. CEYSENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2739

[C - 2009/27144]

17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1^{er};

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 16 juillet 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2009;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, tel que modifié, ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. L'ordre du jour est établi par le Ministre-Président.

§ 3. Ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée :

— les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas requis ou si l'Inspection des Finances n'a pas remis son avis dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

— les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique n'est pas joint, sauf dans les cas où l'accord du Ministre de la Fonction publique n'est pas requis ou si le Ministre de la Fonction publique n'a pas remis son accord dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet;

— les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget n'est pas joint, sauf dans les cas où l'accord du Ministre du Budget n'est pas requis ou si l'accord du Ministre du Budget a été sollicité au moins dix jours calendrier avant la date de la séance du Gouvernement;

— les points pour lesquels l'avis de la cellule administrative spécifique « développement durable » n'est pas joint, sauf dans les cas où l'avis n'est pas requis ou dans les cas où la cellule n'a pas rendu son avis dans les dix jours calendrier après réception du dossier complet.

§ 4. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

§ 5. Un Ministre peut demander l'évocation de toute affaire relevant d'une matière déléguée.

§ 6. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire, sauf délégation octroyée par le Gouvernement wallon.

Le Gouvernement wallon peut, sur la proposition de son Ministre-Président, inviter un Ministre du Gouvernement de la Communauté française à assister à sa séance. Le Ministre invité porte la qualité de Ministre associé et n'est pas pris en compte pour les règles de délibération visées à l'article 2.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère de toute proposition de décret posée à l'ordre du jour d'une Commission du Parlement wallon et peut délibérer sur les propositions d'amendement.

Art. 4. Le Gouvernement met en place un comité ministériel restreint, composé du Ministre-Président et des Vice-Présidents du Gouvernement wallon. Sont invités de droit au Comité Ministériel restreint les membres du Gouvernement fonctionnellement en charge des dossiers examinés par le comité.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte tout projet de décret relatif au budget de la Région wallonne et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne.

§ 2. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement wallon par le Ministre du Budget.

§ 3. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vice-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et ordonnancements.

§ 4. Trimestriellement, une situation budgétaire complète pour les allocations de base et les programmes identifiés comme correspondant au périmètre du plan Marshal 2.vert, en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements, est transmise à chacun des membres par le Ministre du Budget. La situation comporte une annexe relative aux programmes d'investissements.

§ 5. Semestriellement, pour chaque organisme d'intérêt public, le Ministre fonctionnellement compétent transmet une situation relative aux éventuels programmes d'investissement de l'organisme.

Art. 6. En l'absence de possibilité de mise en œuvre des dispositions relatives à la redistribution des allocations de base, le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou en cas de refus de visa de la Cour des Comptes.

Art. 7. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 8. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années, et notamment ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif, font l'objet d'une délibération du Gouvernement.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires.

Art. 9. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est cosigné par le Ministre-Président.

Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres membres du Gouvernement.

Art. 10. § 1^{er}. Pour l'application du présent article relatif à la Fonction publique, on appelle :

— dossiers A :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne le Service public de Wallonie;

3° les cadres organiques du Service public de Wallonie;

4° tout acte relatif au régime des mandats relevant expressément du Gouvernement conformément aux dispositions du livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

— dossiers B :

1° l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres organiques des organismes d'intérêt public;

3° les déclarations de vacance d'emplois de directeur et d'emplois d'encadrement au rang A5;

4° les promotions au grade de directeur et aux fonctions d'encadrement au rang A5;

5° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours, ainsi que par les commissions de stage au niveau 1;

6° l'élaboration des programmes de recrutement conformément à l'article LI. TIII.CV.2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

— dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

§ 2. Le secrétaire général, les directeurs généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1^{er}, au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). En outre, ils transmettent simultanément les dossiers A visés au § 1^{er}, au Ministre du Budget.

Chaque Ministre réceptionnaire du dossier dispose d'un délai de quinze jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétents pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables. A défaut d'accord, le dossier est évoqué en Gouvernement.

§ 3. Sans préjudice des initiatives qu'il revient à l'Administration de prendre, est compétent pour donner à celle-ci les instructions utiles à la préparation des décisions :

— en ce qui concerne les dossiers A, le Ministre de la Fonction publique pour le Service public de Wallonie ou le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public;

— en ce qui concerne les dossiers B, le Ministre de la Fonction publique, d'initiative ou à la demande du(des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), pour le Service public de Wallonie et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public. En cas de demande adressée par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) au Ministre de la Fonction publique, celui-ci donne les instructions utiles à l'Administration au plus tard dans le mois de cette demande;

— en ce qui concerne les dossiers C, le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), à la demande du Ministre de la Fonction publique ou d'initiative, le Ministre de la Fonction publique étant informé sans délai, pour le Service public de Wallonie et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) pour les organismes d'intérêt public.

Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives des agents.

§ 4. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant le Service public de Wallonie sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

§ 5. Sans préjudice des dispositions des §§ 3 et 4, le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Sans préjudice des dispositions du § 3, le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les dossiers C concernant le Service public de Wallonie. Une copie de la décision du Ministre de la Fonction publique est transmise au(x) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est compétent pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du(des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) est transmise sans délai au Ministre de la Fonction publique.

§ 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A et B concernant le Service public de Wallonie.

Le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) sont chargés de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant chacun des organismes d'intérêt public.

Art. 11. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement wallon arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis ou un accord à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat fédéral, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier.

§ 3. Le Gouvernement wallon délibère sur les projets de traité et d'accord de coopération, sur présentation du Ministre-Président conjointement avec le Ministre fonctionnel et conjointement avec le Ministre des Relations internationales s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

§ 4. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement wallon, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier, ceci conjointement par le Ministre des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent s'il s'agit de projets de traité ou d'accord de coopération à caractère international.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 8, 14, 15, 16 et 17, sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur un montant maximum de 500.000 euros lorsque un bénéficiaire est désigné dans le budget général; dans le cas contraire, ce montant est ramené à 250.000 euros;

2° délégation est donnée au Ministre des Affaires intérieures pour engager, pour approuver, pour ordonner les dépenses imputées aux allocations de base destinées au Fonds des communes et des provinces inscrites au programme 01 de la division organique 14 du budget général;

3° délégation est donnée au Ministre des Affaires intérieures pour les attributions fixées par les articles L1123-6, L1123-13 et L2112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et par l'article 20 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., en ce compris l'audition mais à l'exception du prononcé de la sanction disciplinaire. Dans le cadre de l'instruction des dossiers disciplinaires, le Ministre des Affaires intérieures peut faire appel au Gouverneur territorialement compétent sauf si ce dernier est à l'origine de l'instruction disciplinaire;

4° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement wallon avec indication du ou des bénéficiaires;

5° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes visés à l'article 8;

6° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et la réglementation sur l'expansion économique et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à 3.720.000 euros et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable;

Toutefois, un rapport semestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement wallon;

7° l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum 2.480.000 euros et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur un programme maximum de 2.480.000 euros;

8° les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale;

9° les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière;

10° l'agrément des entrepreneurs;

11° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés à la Région;

12° la délivrance d'attestation;

13° les contrats de cession amiable, les quittances, les baux et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles;

14° les décisions d'octroi de tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux comités subrégionaux de l'emploi et la formation;

15° la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs;

16° la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement;

17° les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relatives à l'utilisation du compte C.R.A.C. visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée et ce, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée;

18° l'approbation des programmes triennaux visée à l'article 5 du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public jusqu'au 31 décembre 2004 et visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés à partir du 1^{er} janvier 2005;

19° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés, dans les limites de leur budget d'investissement, par les Centres hospitaliers psychiatriques du Chêne aux Haies à Mons et les Marronniers à Tournai en vue de la réalisation de leur objet social, moyennant l'accord du Ministre du Budget;

20° l'octroi de la garantie régionale aux emprunts contractés pour les constructions hospitalières et médico-sociales dans la limite du montant inscrit dans le décret contenant le budget général des dépenses, en exécution de la convention cadre adoptée par le Gouvernement et relative à cette garantie et des articles 50, § 1^{er}, et 51, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, moyennant l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

21° l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police.

Art. 14. § 1^{er} Est soumis à l'accord du Gouvernement wallon le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, des marchés publics visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ci-après dénommée la loi, dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	8.550.000 euros	1.850.000 euros	570.000 euros
Fournitures	5.700.000 euros	570.000 euros	290.000 euros
Services	1.715.000 euros	290.000 euros	145.000 euros

§ 2. L'accord du Gouvernement wallon est également requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au § 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pour cent, ou dans l'hypothèse de travaux, fournitures ou services supplémentaires de plus de vingt-cinq pour cent du marché initial.

§ 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement wallon, la passation des concessions de travaux publics dont les montants estimés hors T.V.A. correspondent à ceux déterminés au § 1^{er}.

§ 4. Tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au § 1^{er}, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre doit être également soumis à l'accord du Gouvernement wallon.

§ 5. Pour le calcul des seuils prévus au § 1^{er}, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

Art. 15. L'accord du Gouvernement wallon est remplacé par l'accord du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, c, et 39, § 2, 1^o, c, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services pour autant qu'il ne puisse être recueilli préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au Ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement wallon. L'urgence invoquée doit être justifiée.

Art. 16. Par dérogation à l'article 14, l'accord du Gouvernement wallon n'est pas requis :

1° pour les marchés publics à passer par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint, lorsque cette procédure est consécutive à une adjudication publique ou un appel d'offres général pour lequel l'accord préalable du Gouvernement wallon a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises.

Le cahier spécial des charges ne peut subir que les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées;

2° pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2, 1^o, d et e, et 4^o, et 39, § 2, 1^o, d et g, 3^o, c et d, et 5^o, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

3° dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant;

4° pour les marchés passés par procédure négociée sur pied de l'article 17, § 2, 2^o, b).

Art. 17. Les membres du Gouvernement wallon, les Administrations du Service public de Wallonie et les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'autorité hiérarchique d'un Ministre du Gouvernement utilisent le Portail des Marchés publics de la Région wallonne et de la Communauté française pour la passation des marchés publics qui les concernent.

Chaque membre du Gouvernement wallon veille pour ce qui le concerne à ce que les personnes morales de droit public qui relèvent fonctionnellement de sa compétence utilisent ce même portail pour la passation des marchés publics qui les concernent.

Art. 18. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par les articles 2, 28 ou 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ou par les articles 2, 21 et 41 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires à passer par procédure négociée dans les conditions des articles 17, § 2, 2°, a, 3°, b, et 39, § 2, 2°, a, 3°, b, 4°, b, et 6°, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, à certains marchés de travaux, de fourniture et de services, le montant du marché principal est également pris en compte.

Art. 19. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

Art. 20. § 1^{er}. L'introduction au Gouvernement wallon des dossiers relatifs aux Fonds européens relève de la compétence du Ministre-Président. Ces dossiers sont préparés et cosignés conjointement par le Ministre-Président et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). Le Ministre-Président assure en outre la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

§ 2. Toute décision d'engagement portant sur un Fonds européen ou sur son cofinancement belge ou sur un fonds d'impulsion est notifiée sans délai au Ministre-Président.

Art. 21. Chaque Ministre arrête les expropriations nécessaires à l'exercice de ses compétences en faisant prévaloir la spécificité de la matière traitée par rapport aux mesures de tutelle générale telles que visées à l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 22. Le Gouvernement wallon accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement est abrogé.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature, à l'exception des dispositions de l'article 2, § 3, dernier tiret, qui entrent en vigueur une fois la cellule administrative spécifique « développement durable » constituée et lorsque le Gouvernement aura déterminé le type de points qui lui sont soumis.

Art. 25. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2739

[C - 2009/27144]

17. JULI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 68, Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des am 16. Juli 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2009 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung in seiner abgeänderten Fassung nicht weiter auf die aktuelle Regierung angewandt werden kann;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden sollte, möglichst effizient zu arbeiten;

In der Erwägung, dass diese Notwendigkeit das schnellstmögliche Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmungen erfordert;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung berät kollegial im Konsens und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Wallonischen Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

§ 2. Der Minister-Präsident legt die Tagesordnung fest.

§ 3. Folgende Punkte werden außer bei ordnungsgemäß nachgewiesener Dringlichkeit nicht in die Tagesordnung aufgenommen:

— die Punkte, für die das Gutachten der Finanzinspektion nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen das Gutachten der Finanzinspektion nicht verlangt wird oder wenn die Finanzinspektion ihr Gutachten nicht innerhalb von zehn Kalendertagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat;

— die Punkte, für die das Einverständnis des Ministers für den öffentlichen Dienst nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen das Einverständnis des Ministers für den öffentlichen Dienst nicht verlangt wird oder wenn der Minister für den öffentlichen Dienst sein Gutachten nicht innerhalb von zehn Kalendertagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat;

— die Punkte, für die das Einverständnis des Haushaltsministers nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen das Einverständnis des Haushaltsministers nicht verlangt wird oder wenn das Einverständnis des Haushaltsministers weniger als zehn Kalendertage vor dem Datum der Sitzung der Regierung verlangt worden ist;

— die Punkte, für die das Gutachten der spezifischen administrativen Zelle "Nachhaltige Entwicklung" nicht beigefügt ist, außer in den Fällen, in denen dieses Gutachten nicht verlangt wird oder wenn die Zelle ihr Gutachten nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der vollständigen Akte abgegeben hat.

§ 4. Die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, werden nicht berücksichtigt, außer in ordnungsgemäß nachgewiesenen Dringlichkeitsfällen.

§ 5. Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand einer Vollmacht ist.

§ 6. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 3 - § 1. Die Wallonische Regierung berät über jeden Entwurf von Dekret oder Erlass mit Verordnungskarakter, außer wenn sie eine diesbezügliche Vollmacht erteilt hat.

Die Wallonische Regierung ist befugt, auf Vorschlag ihres Minister-Präsidenten, einen Minister der Französischen Gemeinschaft zur Teilnahme an ihrer Sitzung einzuladen. Der eingeladene Minister hat die Eigenschaft eines beigeordneten Ministers und wird im Rahmen der in Artikel 2 angeführten Bestimmungen für die Beschlussfassung nicht berücksichtigt.

§ 2. Die Wallonische Regierung berät über jeden Dekretvorschlag, der in die Tagesordnung einer Kommission des Wallonischen Parlaments aufgenommen wird. Zudem kann sie über Änderungsvorschläge beraten.

Art. 4 - Die Regierung setzt einen engeren ministeriellen Ausschuss ein, der den Minister-Präsidenten und die Vizepräsidenten der Wallonischen Regierung umfasst. Die von der Funktion her für die Akten, die dieser Ausschuss prüft, zuständigen Mitglieder der Regierung sind von Rechts wegen Eingeladene des engeren ministeriellen Ausschusses.

Art. 5 - § 1. Die Regierung verabschiedet jeden Dekretentwurf über den Haushalt der Wallonischen Region und regelt die Zweckbestimmungen der Haushaltsmittel, die dazu bestimmt sind, die Ausgaben der Wallonischen Region zu decken.

§ 2. Jedes Quartal übermittelt der Haushaltsminister jedem Mitglied der Wallonischen Regierung eine vollständige Übersicht über den Haushalt, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen als auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

§ 3. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Der Minister-Präsident und die Vizepräsidenten haben einen direkten Zugang zu der Buchführung über die gesamten Ausgabenverpflichtungen und -anweisungen.

§ 4. Jedes Quartal übermittelt der Haushaltsminister jedem Mitglied der Wallonischen Regierung eine vollständige Übersicht über den Haushalt für die Basiszuwendungen und die Programme, die als dem Rahmen des Marshallplans 2.Grün entsprechend identifiziert sind, was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen betrifft. Die Übersicht enthält eine Anlage über das Investitionsprogramm.

§ 5. Der von der Funktion her zuständige Minister übermittelt jedes Halbjahr für jede Einrichtung öffentlichen Interesses eine Übersicht über die eventuellen Investitionsprogramme der Einrichtung.

Art. 6 - Falls die Umsetzung der Bestimmungen über die Umverteilung der Basiszuwendungen nicht möglich ist, wird der Haushaltsminister damit beauftragt, gemeinsam mit dem von der Funktion her zuständigen Minister den Beschlussentwurf auszuarbeiten, um die Ausgabenverpflichtung, die Ausgabenanweisung und die Zahlung der Ausgaben über die bewilligten Mittel hinaus zu genehmigen oder wenn der Rechnungshof seinen Sichtvermerk verweigert hat.

Art. 7 - Die Wallonische Regierung beschließt über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsentwurf bzw. -vorschlag in Bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisationen und Einrichtungen, die mit der Durchführung der regionalen Politik beauftragt sind, einschließlich der Einrichtungen, deren Fortbestehen ausschließlich oder teilweise durch Subventionen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Regierung gewährleistet ist.

Art. 8 - Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, und insbesondere diejenigen, die sich in den Rahmen einer alternativen Finanzierung einfügen, sind vor der Annahme der Haushaltsentwürfe Gegenstand einer Beratung der Wallonischen Regierung.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger.

Art. 9 - Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie mit allgemeiner Tragweite wird durch den Minister-Präsidenten gegengezeichnet.

Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie mit allgemeiner Tragweite wird durch den Verfasser an die anderen Mitglieder der Regierung weitergeleitet.

Art. 10 - § 1. Für die Anwendung dieses Artikels bezüglich des öffentlichen Dienstes versteht man unter:

— Akten A:

1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;

2° die Erteilung von Vollmachten in Sachen Personal und Haushalt, was den Öffentlichen Dienst der Wallonie betrifft;

3° die Stellenpläne des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° jegliche Handlung bezüglich der Vollmachten, die ausdrücklich in den Zuständigkeitsbereich der Regierung fallen, gemäß den Bestimmungen des Buches II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

— Akten B:

1° die Erteilung sonstiger Vollmachten an Beamte;

2° die Stellenpläne der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

3° die Verkündung von freien Stellen als Direktor und von Führungsstellen im Dienstrang A5;

4° die Beförderungen in den Dienstgrad eines Direktors und zu den Führungsämtern in dem Dienstrang A5;

5° die endgültigen Beschlüsse im Anschluss an die von den Beschwerdekammern sowie von den Ausschüssen in Sachen Probezeiten in der Stufe 1 abgegebenen Gutachten;

6° die Aufstellung der Anwerbungsprogramme, gemäß Artikel LI.TIII.CV.2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

— Akten C: die sonstigen verwaltungsmäßigen Beschlüsse in Sachen Personal, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Vollmachten an Beamte gewesen sind.

§ 2. Der Generalsekretär, die Generaldirektoren und die leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln jede in § 1 erwähnte Akte gleichzeitig dem Minister-Präsidenten, dem Minister für den öffentlichen Dienst und dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n). Des weiteren übermitteln sie die in § 1 erwähnten Akten A gleichzeitig dem Haushaltsminister.

Jeder Minister, dem die Akte zugestellt wird, verfügt über eine Frist von fünfzehn Werktagen, um seinen zuständigen Kollegen sein Gutachten abzugeben, um dieses anschließend der Regierung vorzulegen oder einen Beschluss zu fassen. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit findet innerhalb einer Frist von zehn Werktagen eine Konzertierung beim Minister für den öffentlichen Dienst statt. Wird keine Einigung erreicht, so wird die Akte bei der Regierung zur Sprache gebracht.

§ 3. Unbeschadet der Initiativen, die von der Verwaltung zu ergreifen sind, sind die nachfolgenden Minister zuständig, um dieser Verwaltung im Rahmen der Vorbereitung von Beschlüssen zweckdienliche Anordnungen zu erteilen:

— für die Akten A: der Minister für den öffentlichen Dienst für den Öffentlichen Dienst der Wallonie oder der Minister für den öffentlichen Dienst in Eigeninitiative oder auf Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) für die Einrichtungen öffentlichen Interesses.

— für die Akten B: der Minister für den öffentlichen Dienst in Eigeninitiative oder auf Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses. Bei einer an den Minister für den öffentlichen Dienst gerichteten Anfrage des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) erteilt der erstgenannte Minister der Verwaltung spätestens innerhalb eines Monats nach dieser Anfrage zweckdienliche Anordnungen;

— für die Akten C: der/die von der Funktion her zuständige(n) Minister auf Anfrage des Ministers für den öffentlichen Dienst oder in Eigeninitiative, wobei der Minister für den öffentlichen Dienst unverzüglich zu informieren ist, für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und der/die von der Funktion her zuständige(n) Minister für die Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Der Minister für den öffentlichen Dienst hat zu gewährleisten, dass die Verwaltungslagen der Bediensteten kohärent sind.

§ 4. Die Akten A werden der Regierung durch den Minister für den öffentlichen Dienst vorgelegt.

Die Akten B, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen, werden der Regierung durch den Minister für den öffentlichen Dienst vorgelegt.

Die Akten B, die die Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, werden der Regierung durch den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

§ 5. Unbeschadet der Bestimmungen der Paragraphen 3 und 4 ist die Regierung allein für die Akten A und B zuständig.

Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 3 ist der Minister für den öffentlichen Dienst für die Akten C, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministers für den öffentlichen Dienst wird dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n) übermittelt.

Der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister ist/sind für die Akten C, die jede der Einrichtungen öffentlichen Dienstes betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister(s) wird dem Minister für den öffentlich Dienst übermittelt.

§ 6. Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der gesamten Akten A und B, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie betreffen, gefasst worden sind.

Der bzw. die von der Funktion her zuständige(n) Minister wird/werden mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der Akten B, die jede der Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, gefasst worden sind.

Art. 11 - Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung die Bestandteile der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Wallonische Regierung ihren Mitgliedern erteilt, ist sie allein befugt, um im Namen der Region ein Gutachten oder ein Abkommen für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben, sowie um einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Der Minister-Präsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Gutachten, Konzertierung, Streitsachen, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem Föderalstaat, den Teilstaaten oder den europäischen und internationalen Einrichtungen.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister auf dessen Initiative vorbereitet.

§ 3. Die Wallonische Regierung beschließt über die Entwürfe von Verträgen und Zusammenarbeitsabkommen, die der Minister-Präsident gemeinsam mit dem von der Funktion her zuständigen Minister vorlegt, oder gemeinsam mit dem Minister für internationale Beziehungen, wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt.

§ 4. Die Verträge und Zusammenarbeitsabkommen werden, bevor sie von der Wallonischen Regierung genehmigt werden, gemeinsam vom Minister-Präsidenten und von dem von der Funktion her betroffenen Minister auf dessen Initiative vorbereitet. Wenn es sich um Entwürfe von Verträgen oder Zusammenarbeitsabkommen internationalen Charakters handelt, werden sie gemeinsam vom Minister für internationale Beziehungen und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Art. 13 - Unbeschadet der in den Artikeln 8, 14, 15, 16 und 17 vorgesehenen Bestimmungen ist jeder der Minister in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für Folgendes befugt:

1° die Beschlüsse in Bezug auf einen Höchstbetrag von 500.000 Euro, wenn der Empfänger im Verwaltungshaushalt genannt ist; andernfalls wird dieser Betrag auf 250.000 Euro verringert;

2° Vollmacht wird dem Minister für innere Angelegenheiten erteilt, um die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen, die zu Lasten der Basiszuwendungen, die für den Fonds der Gemeinden und der Provinzen bestimmt und im Programms O1 des Organisationsbereichs 14 des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen werden, anzurechnen sind;

3° Der Minister für innere Angelegenheiten wird mit den Befugnissen bevollmächtigt, die in den Artikeln L1123-6, L1123-13 und L2112-13 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und in Artikel 20 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren festgelegt sind, einschließlich der Anhörung aber ausschließlich der Verkündung der Disziplinarstrafe. Im Rahmen der Untersuchung der Disziplinarakten kann der Minister für innere Angelegenheiten an den örtlich zuständigen Gouverneur appellieren, außer wenn Letzterer die Disziplinaruntersuchung veranlasst hat;

4° die Beschlüsse in Bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Wallonischen Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

5° die Erlasse, durch die Zuschüsse gleich welcher Höhe in Durchführung der in Artikel 8 erwähnten Programme gewährt werden;

6° die Bewilligung der Vorteile, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs und der technologischen Hilfsmittel gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter 3.720.000 Euro betrifft und über welche die Finanzinspektion ein günstiges Gutachten abgegeben hat;

Den Mitgliedern der Wallonischen Regierung wird jedoch ein vierteljährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Vorteile angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

7° die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von 2.480.000 Euro beläuft, und bezüglich der technologischen Hilfsmittel, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens 2.480.000 Euro bezieht;

8° die Erlasse, durch die die auf die Initiative der Gemeinden hin erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen genehmigt werden;

9° die zusätzlichen Regelungen in Bezug auf die Straßenverkehrsordnung;

10° die Zulassung der Unternehmer;

11° die gerichtlichen Schritte, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Wallonischen Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der der Region vom Gerichtsvollzieher zugestellten Schriftstücke;

12° die Ausstellung von Bescheinigungen;

13° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Rechtsgeschäfte in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Gebäuden;

14° die Beschlüsse über die Gewährung von vierteljährlichen, gleichwertigen Teilzahlungen zugunsten des "Office régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), des "Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et des P.M.E." (Wallonisches Institut für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der Klein- und Mittelbetriebe) sowie der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" (Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung);

15° die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" vertreten;

16° die Ernennung der Mitglieder der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommissionen;

17° die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird;

18° die Genehmigung der Dreijahresprogramme, die bis zum 31. Dezember 2004 in Artikel 5 des Dekret vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, und ab dem 1. Januar 2005 in Artikel 7, § 1 des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten erwähnt ist;

19° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die die psychiatrischen Kliniken "Chêne aux Haies" in Mons und "Les Marronniers" in Tournai für die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in den Grenzen ihres Investitionsplans aufgenommen haben, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

20° die Gewährung der regionalen Bürgschaft für die Anleihen, die für die Krankenhaus- und sozialmedizinischen Gebäude aufgenommen werden, in den Grenzen des im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingetragenen Betrags in Ausführung des von der Regierung angenommenen Rahmenabkommens über diese Bürgschaft und der Artikel 50, § 1 und 51 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

21° die Gewährung von Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.

Art. 14 - § 1. Die Wahl des Vergabeverfahrens - einschließlich der Auftragsbekanntmachung - bezüglich der öffentlichen Aufträge, die in Artikel 6, Absatz 1 des nachstehend "das Gesetz" genannten Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge erwähnt sind, unterliegt der Zustimmung der Wallonischen Regierung, wenn deren Schätzwert die in der nachstehenden Tabelle angegebenen Beträge übersteigt:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
Arbeiten	8.550.000 Euro	1.850.000 Euro	570.000 Euro
Lieferungen	5.700.000 Euro	570.000 Euro	290.000 Euro
Dienstleistungen	1.715.000 Euro	290.000 Euro	145.000 Euro

§ 2. Die Zustimmung der Wallonischen Regierung wird ebenfalls vor der Vergabe des Auftrags erfordert, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15% übersteigt oder in der Annahme von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die den anfänglichen Auftrag um mehr als 25% übersteigen.

§ 3. Die Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen, deren abgeschätzte Beträge ausschl. MwSt. den in § 1 festgelegten Beträgen entsprechen, unterliegt ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

§ 4. Jeder Entwurf einer Vereinbarung, die dazu führen kann, dass die Wallonische Region oder eine von der hierarchischen Obrigkeit eines Ministers abhängende Einrichtung in Sachen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen und im Rahmen der in § 1 angeführten Schwellen Verbindlichkeiten eingeht, bedarf ebenfalls der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

§ 5. Für die Berechnung der in § 1 vorgesehenen Schwellen gibt es Anlass, die gesamte Ausgabe, die sich aus dem Vereinbarungsentwurf ergibt, zu berücksichtigen.

Art. 15 - In den in Artikeln 17, § 2, 1°, c und 39, § 2, 1°, c des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge erwähnten Fällen wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung durch die Zustimmung des Minister-Präsidenten ersetzt, soweit sie aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher eingeholt werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her zuständige Minister die Wallonische Regierung unverzüglich darüber zu informieren. Die angeführte Dringlichkeit muss begründet werden.

Art. 16 - In Abweichung von Artikel 14 wird die Zustimmung der Wallonischen Regierung in folgenden Fällen nicht erforderlich:

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch beschränkte Ausschreibung oder durch beschränkten Angebotsaufruf vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge einer öffentlichen Ausschreibung oder eines allgemeinen Angebotsaufrufs ist, für die bzw. den die vorherige Zustimmung der Wallonischen Regierung eingeholt worden ist aber denen keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung entweder der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote.

Im Sonderlastenheft dürfen nur diejenigen Anpassungen gemacht werden, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind;

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikeln 17, § 2, 1°, *d* und *e*, und 4°, und 39, § 2, 1°, *d* und *g*, 3°, *c* und *d*, und 5° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge;

4° für die Aufträge, die auf der Grundlage von Artikel 17, § 2, 2° *b*) durch ein Verhandlungsverfahren vergeben werden.

Art. 17 - Die Mitglieder der Wallonischen Regierung, die Verwaltungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die unter der hierarchischen Aufsicht eines Ministers der Regierung stehen, verwenden für die Vergabe der sie betreffenden öffentlichen Aufträge das Portal der öffentlichen Aufträge der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft.

Jedes Mitglied der Wallonischen Regierung gewährleistet in seinem jeweiligen Bereich, dass die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die von der Funktion her seiner Zuständigkeit unterstehen, dieses Portal für die sie betreffenden der öffentlichen Aufträge verwenden.

Art. 18 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikeln 2, 28 oder 54 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und über die öffentlichen Baukonzessionen oder in Artikeln 2, 21 und 41 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen in den Bereichen der Wasser- und Energieversorgung, des Transportwesens und der Telekommunikation bestimmt sind.

Im Falle von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen, die durch ein Verhandlungsverfahren unter den Bedingungen von Artikeln 17, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, und 39, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, 4°, *b* und 6° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge zu vergeben sind, wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen

Art. 19 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, sind die Minister ein jeder in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Minister fallen, beginnt die Konzertierung bereits bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

Art. 20 - § 1. Die Einreichung der Akten bezüglich der Europäischen Fonds bei der Wallonischen Regierung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Minister-Präsidenten. Diese Akten werden gemeinsam durch den Minister-Präsidenten und den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet. Der Minister-Präsident führt zudem den Vorsitz in den verschiedenen technischen und finanziellen Ausschüssen und in den Begleitausschüssen.

§ 2. Jeder Beschluss zur Mittelaufwendung im Rahmen eines Europäischen Fonds oder zu ihrer belgischen Kofinanzierung oder im Rahmen eines Impulsfonds wird dem Minister-Präsidenten unverzüglich mitgeteilt.

Art. 21 - Jeder Minister beschließt die Enteignungen, die für die Ausübung seiner Zuständigkeiten notwendig sind, indem er die Spezifität der behandelten Angelegenheit gegenüber den Maßnahmen der allgemeinen Aufsicht gemäß Artikel 7 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 hervorhebt.

Art. 22 - Auf Vorschlag des Haushaltsministers beglaubigt die Wallonische Regierung die Finanzinspektoren; sie bestimmt zudem, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden.

Art. 23 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird aufgehoben.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft, mit Ausnahme der Bestimmungen von Artikel 2, § 3, letzter Gedankenstrich, der in Kraft tritt, nachdem die spezifische administrative Zelle "Nachhaltige Entwicklung" eingesetzt worden ist und die Regierung die Art der Punkte bestimmt hat, die dieser Zelle unterbreitet werden.

Art. 25 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Vizepräsident und Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,
J.-M. NOLLET

Der Vizepräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
A. ANTOINE

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien,
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte,
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit,
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2739

[C — 2009/27144]

17 JULI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van de Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, eerste lid;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2009;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering, zoals gewijzigd, niet meer op de huidige Regering toegepast kan worden;

Overwegende dat de Regering in staat moet worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Overwegende dat deze bepalingen derhalve zo spoedig mogelijk in werking moeten treden;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering beraadslaagt op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt de beleidslijnen in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, onverminderd de machtigheden die ze aan haar leden verleent.

Art. 2. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt op geldige wijze over de geagendeerde items indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn.

§ 2. De agenda wordt door de Minister-President vastgelegd.

§ 3. Behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid, worden de volgende punten niet geagendeerd :

— de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin haar advies niet vereist wordt of waarin ze het niet uitgebracht heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier;

— de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin het niet vereist wordt of indien de Minister van Ambtenarenzaken zijn akkoord niet gegeven heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier;

— de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Begroting niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin het niet vereist wordt of indien het minstens tien kalenderdagen voor de datum van de zitting van de Regering gevraagd wordt;

— de punten waarvoor het advies van de specifieke administratieve cel « duurzame ontwikkeling » niet bijgevoegd is, behalve in de gevallen waarin het niet vereist wordt of waarin de cel het niet uitgebracht heeft binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier.

§ 4. De punten die niet op de agenda opgenomen zijn, worden niet in overweging genomen, behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid.

§ 5. Een Minister kan elke zaak die onder een gedelegeerde aangelegenheid valt, ter sprake brengen.

§ 6. Een lid wiens afwezigheid gerechtvaardigd is, kan vóór de vergadering verzoeken om de verdaging van de bespreking van een punt.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp-decreet en elk ontwerp van regelgevend besluit, behoudens door de Waalse Regering verleende machtiging.

De Waalse Regering kan, op voorstel van haar Minister-President, een Minister van de Franse Gemeenschapsregering uitnodigen om haar zitting bij te wonen. De uitgenodigde Minister heeft de hoedanigheid van geassocieerde Minister en wordt niet in aanmerking genomen voor de beraadslagingsregels bedoeld in artikel 2.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt over elk decreetsvoorstel opgenomen op de agenda van een Commissie van het Waals Parlement en kan over de amendementsvoorstellen beraadslagen.

Art. 4. De Regering richt een beperkt ministerieel comité op dat samengesteld is uit de Minister-President en uit de Vice-presidenten van de Waalse Regering. De leden van de Regering die functioneel belast zijn met de door het comité onderzochte dossiers worden van rechtswege uitgenodigd op het beperkt ministerieel comité.

Art. 5. § 1. De Regering neemt elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest aan en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van het Waalse Gewest moeten dekken.

§ 2. Elk kwartaal maakt de Minister van Begroting een volledig begrotingsoverzicht zowel voor wat betreft de vastleggingen en de ordonnancements als voor de ontvangsten en de uitgaven aan elk lid van de Waalse Regering over.

§ 3. Elke minister heeft rechtstreeks toegang tot de boekhouding der vastleggingen en ordonnancements wat betreft de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheden vallen.

De Minister-President en de Vice-presidenten hebben rechtstreeks toegang tot de boekhouding van alle vastleggingen en ordonnancements.

§ 4. Elk kwartaal wordt door de Minister van Begroting een volledige budgettaire toestand voor de basisallocaties en de programma's die gekenmerkt worden als overeenstemmend met de perimeter van het « plan Marshal 2.vert », wat de vastleggingen en de ordonnancements betreft, overgemaakt aan elk lid. De toestand bevat een bijlage die betrekking heeft op de investeringsprogramma's.

§ 5. De bevoegde vakminister maakt om de zes maanden een overzicht van de eventuele investeringsprogramma's van de instellingen van openbaar nut aan elk van deze instellingen over.

Art. 6. Indien het niet mogelijk is om de bepalingen betreffende de herverdeling van de basisallocaties ten uitvoer te leggen, wordt de Minister van Begroting ermee belast, samen met de bevoegde vakminister, het ontwerp van beraadslaging uit te werken en over te leggen met het oog op de machtiging van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van de uitgaven bij overschrijding van de gestemde kredieten of weigering van het visum van het Rekenhof.

Art. 7. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp of voorstel tot oprichting, decentralisering, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten, organen en instellingen die belast zijn met de uitvoering van het gewestelijk beleid, met inbegrip van de organen die enkel of gedeeltelijk werken met subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 8. Over de materiële investeringsprogramma's die één of verschillende jaren dekken, en meer bepaald de programma's die in het kader van een alternatieve financiering passen, wordt door de Regering beraadslaagd.

In die programma's worden o.a. het bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, desgevallend, de begunstigden nauwkeurig aangegeven.

Art. 9. Elk ontwerp van omzendbrief of richtlijn met een algemene draagwijdte wordt medeondertekend door de Minister-President.

Elk ontwerp van omzendbrief of richtlijn met een algemene draagwijdte wordt door de auteur ervan aan de overige regeringsleden overgemaakt.

Art. 10. § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende de Ambtenarenzaken wordt verstaan onder :

— dossiers A :

1° de besluiten tot organisatie of reglementering;

2° de toekenning van machtigingen in personeels- en begrotingsaangelegenheden voor wat de Waalse Overheidsdienst betreft;

3° de personeelsformaties van de Waalse Overheidsdienst;

4° elke akte die verband houdt met de mandaatregeling die uitdrukkelijk regeringsbevoegdheid is overeenkomstig de bepalingen van boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

— dossiers B :

1° de toekenning van andere machtigingen aan ambtenaren;

2° de personeelsformaties van de instellingen van openbaar nut;

3° het vacant verklaren van betrekkingen van directeur en van staffuncties in de rang A5;

4° de bevorderingen tot de graad van directeur en tot de staffuncties in rang A5;

5° de eindbeslissingen volgend op de adviezen die uitgebracht zijn door de kamers van beroep, alsook door de stagecommissies in niveau 1;

6° de uitwerking van de wervingsprogramma's overeenkomstig artikel LI. TIII.CV.2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

— dossiers C : de andere bestuurlijke beslissingen die verband houden met het personeel, met uitzondering van de beslissingen waarvoor een machtiging aan ambtenaren is verleend.

§ 2. De secretaris-generaal, de directeurs-generaal en de leidend ambtenaren van de openbare instellingen maken elk dossier waarvan sprake in § 1 tegelijkertijd over aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de bevoegde vakminister(s). Bovendien maken ze de in § 1 bedoelde Dossiers A tegelijkertijd over aan de Minister van Begroting

De Minister die het dossier in ontvangst neemt, beschikt over een termijn van vijftien werkdagen om advies uit te brengen aan zijn collega die bevoegd is om het dossier aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van uiteenlopende adviezen wordt binnen tien werkdagen overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken. Indien er geen overeenstemming bereikt wordt, wordt het dossier op de regeringsvergadering te berde gebracht.

§ 3. Onverminderd de door het bestuur te nemen initiatieven mogen de instructies die nodig zijn voor de voorbereiding van de beslissingen, gegeven worden door :

— wat de Dossiers A betreft, de Minister van Ambtenarenzaken voor de Waalse Overheidsdienst of de Minister van Ambtenarenzaken, op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde vakminister(s) voor de openbare instellingen;

— wat de Dossiers B betreft, de Minister van Ambtenarenzaken, op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde vakminister(s), voor de Waalse Overheidsdienst en door de bevoegde vakminister(s) voor de openbare instellingen. Als de bevoegde vakminister(s) een verzoek richt(en) aan de Minister van Ambtenarenzaken, geeft deze laatste de nodige instructies aan het bestuur uiterlijk binnen de maand van het verzoek;

— wat de Dossiers C betreft, de bevoegde vakminister(s), op verzoek van de Minister van Ambtenarenzaken of op eigen initiatief en voorzover de Minister van Ambtenarenzaken onmiddellijk wordt ingelicht, voor de Waalse Overheidsdienst en door de bevoegde vakminister(s) voor de openbare instellingen.

De Minister van Ambtenarenzaken zorgt voor de samenhang van de administratieve toestanden van de personeelsleden.

§ 4. De Dossiers A worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De Dossiers B betreffende de Waalse Overheidsdienst worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De Dossiers B betreffende de openbare instellingen worden door de bevoegde vakminister(s) aan de Regering voorgelegd.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van de §§ 3 en 4 is enkel de Regering voor de A- en de Dossiers B bevoegd.

Onverminderd de bepalingen van § 3, is de Minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de Dossiers C betreffende de Waalse Overheidsdienst. Een afschrift van de beslissing van de Minister van Ambtenarenzaken wordt aan de bevoegde vakminister(s) overgemaakt.

De bevoegde vakminister(s) is (zijn) bevoegd voor de Dossiers C betreffende elke openbare instelling. Een afschrift van de beslissing van de bevoegde vakminister(s) wordt onverwijld aan de Minister van Ambtenarenzaken overgemaakt.

§ 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen die de Regering treft i.v.m. de dossiers A en B die de Waalse Overheidsdienst aangaan.

De bevoegde vakminister(s) is (zijn) belast met de uitvoering van de beslissingen die de Regering treft i.v.m. de dossiers B die elke openbare instelling aangaan.

Art. 11. Wanneer het Gewest ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of instellingen vertegenwoordigd is, worden de bestanddelen van het gewestelijk beleid door de Waalse Regering, die de vertegenwoordigers van het Gewest bij die organen of instellingen aanwijst, hen elk nodige richtlijn verstrekt en hun verslagen ontvangt.

Art. 12. § 1. Onverminderd de machtigingen die ze aan haar leden verleent, is alleen de Waalse Regering bevoegd om namens het Gewest een advies of een akkoord te geven ten behoeve van de federale, Gemeenschaps-, Europese of internationale overheden of instellingen, alsook om bij dezen een verslag of een verzoek in te dienen.

§ 2. De Minister-President coördineert elke procedure inzake adviesverlening, overlegpleging, geschillen, vereniging of samenwerking met de federale overheid, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

De voorbereidingen van die procedures worden gezamenlijk door de Minister-President en de bevoegde vakminister getroffen.

§ 3. De Waalse Regering beraadslagt over de ontwerp-verdragen en de ontwerpen van samenwerkingsakkoorden op voorstel van de Minister-President, samen met de bevoegde vakminister en met de Minister van Buitenlandse Betrekkingen indien het gaat om ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met een internationaal karakter.

§ 4. Vóór zij door de Waalse Regering worden goedgekeurd, worden de verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de bevoegde vakminister, op initiatief van laatstgenoemde, gezamenlijk door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de bevoegde vakminister indien het gaat om ontwerp-verdragen of ontwerpen van samenwerkingsakkoorden met een internationaal karakter.

Art. 13. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen 8, 14, 15, 16 en 17 worden aan elke Minister, elk wat zijn bevoegdheden betreft, machtigingen verleend :

1° voor de beslissingen betreffende een maximumbedrag van 500.000 euro indien de begunstigde in de algemene begroting aangewezen is; in het tegenovergestelde geval wordt dat bedrag teruggebracht tot 250.000 euro;

2° aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden om de uitgaven die toegerekend worden op de basisallocaties bestemd voor het Fonds der Gemeenten en Provincies, uitgetrokken op programma 01 van organisatie-afdeling 14 van de algemene begroting, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

3° aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden voor de bevoegdheden die vastliggen in de artikelen L1123-6, L1123-13 en L2112-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en in artikel 20 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s, met inbegrip van het verhoor maar met uitzondering van de uitspraak van de tuchtstraf. In het kader van het onderzoek van de tuchtdossiers kan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden een beroep doen op de territoriaal bevoegde Gouverneur, behalve wanneer laatstgenoemde aan de basis van de tuchtstraf ligt;

4° zonder beperking van het bedrag, voor de beslissingen betreffende uitgaven uitgetrokken op een programma waarover de Waalse Regering beraadslagt met vermelding van de begunstigde(n);

5° de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht de bedragen, ter uitvoering van de programma's bedoeld in artikel 8;

6° de toekenning van de voordelen die verleend worden ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische expansie en de technologische tegemoetkomingen betreffende elk dossier dat verband houdt met tegemoetkomingen waarvan het bedrag lager is dan 3.720.000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies uitgebracht heeft.

Er wordt evenwel een kwartaalverslag met een lijst van de ondernemingen en het bedrag van de hen ter uitvoering van de relevante wetgeving verleende voordelen aan de leden van de Waalse Regering medegedeeld;

7° het verlenen van de gewestelijke waarborg die toegestaan wordt ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische expansie indien het te waarborgen krediet betrekking heeft op een maximumbedrag van 2.480.000 euro en de technologische tegemoetkomingen indien ze betrekking heeft op een maximumprogramma van 2.480.000 euro;

8° de besluiten tot goedkeuring van de plannen van aanleg en stedenbouwkundige reglementen die van de gemeenten uitgaan;

9° de aanvullende politiereglementen voor het wegverkeer;

10° de erkenning van aannemers;

11° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Waalse Regering, de bestemming van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploten;

12° de afgifte van getuigschriften;

13° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen, de huurovereenkomsten en andere akten betreffende de aankoop of de overdracht van onroerende goederen;

14° de beslissingen i.v.m. de toekenning van gelijkwaardige driemaandelijke tranches aan de "Office régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), aan het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding en de zelfstandigen en de K.M.O.'s), alsook aan de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;

15° de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

16° de benoeming van de leden van de commissies tewerkstelling-vorming-onderwijs;

17° de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voorzover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd;

18° de goedkeuring van de driejarenprogramma's bedoeld in artikel 5 van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waals Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut tot 31 december 2004 en in artikel 7, § 1, van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken vanaf 1 januari 2005;

19° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de psychiatrische ziekenhuizen "Le Chêne aux Haies" en "Les Marronniers" met de instemming van de Minister van Begroting binnen de perken van hun investeringsbegroting aangaan om hun doel te verwezenlijken;

20° de toekenning van de gewestelijke waarborg voor leningen die de ziekenhuizen en de medisch-sociale inrichtingen met de instemming van de Minister van Begroting aangaan binnen de perken van het bedrag waarvan sprake in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overeenkomstig de door de Regering goedgekeurde raamovereenkomst betreffende die waarborg en overeenkomstig de artikelen 50, § 1, en 51 van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen;

21° de toekenning van de vergunningen voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munitie en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor militair gebruik of ordehandhaving en van de desbetreffende technologie, alsook van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie.

Art. 14. § 1. De instemming van de Waalse Regering wordt vereist voor de keuze van de gunningswijze, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van aanneming van werken, leveringen en diensten, hierna de wet genoemd, en waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hiernavermelde bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Bepaalde aanbesteding of beperkte offerteaanvraag Onderhandelingsprocedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	8.550.000 euro	1.850.000 euro	570.000 euro
Leveringen	5.700.000 euro	570.000 euro	290.000 euro
Diensten	1.715.000 euro	290.000 euro	145.000 euro

§ 2. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor de gunning van een opdracht waarvan het geraamde bedrag lager is dan het overeenstemmend bedrag bedoeld in § 1, terwijl het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien procent overschrijdt of, in het geval van bijkomende werken, leveringen of diensten, met meer dan vijftientwintig procent van de aanvankelijke opdracht.

§ 3. De instemming van de Waalse Regering wordt ook vereist voor de gunning van concessies van openbare werken waarvan de exclusief BTW geraamde bedragen overeenstemmen met die bedoeld in § 1.

§ 4. Elke ontwerp-overeenkomst die de verbintenis van het Waalse Gewest of van een instelling die onder het hiërarchisch gezag van een Minister staat, inzake aanneming van werken, leveringen of diensten in het kader van de perken bedoeld in § 1, tot gevolg kan hebben, dient eveneens ter goedkeuring aan de Waalse Regering te worden voorgelegd.

§ 5. Voor de berekening van de grensbedragen bedoeld in § 1 dient de gehele uitgave voortvloeiend uit de ontwerp-overeenkomst in overweging te worden genomen.

Art. 15. In de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, c, en 39, § 2, 1°, c, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten wordt in plaats van de instemming van de Waalse Regering de instemming van de Minister-President vereist, voorzover ze niet vooraf verkregen kan worden wegens dringende noodzakelijkheid.

In dat geval moet de bevoegde Minister de Waalse Regering zo spoedig mogelijk informeren. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet gewettigd worden.

Art. 16. In afwijking van artikel 14 is de instemming van de Waalse Regering niet vereist :

1° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de beperkte aanbesteding of de beperkte offerteaanvraag, als deze procedure voortvloeit uit een openbare aanbesteding of een algemene offerteaanvraag waarvoor de Waalse Regering haar instemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens een problematische interpretatie, hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes.

In het bestek mogen slechts wijzigingen worden aangebracht die strikt noodzakelijk zijn wegens voormelde interpretatieproblemen;

2° voor de gunning van overheidsopdrachten volgens de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 17, § 2, 1°, *d* en *e*, en 4°, en 39, § 2, 1°, *d* en *g*, 3°, *c* en *d*, en 5°, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derden gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer;

4° voor de overheidsopdrachten gegund via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 2°, *b*).

Art. 17. De leden van de Waalse Regering, de Besturen van de Waalse Overheidsdienst en de openbare instellingen die onder het hiërarchische gezag van een Minister van de Regering staan, maken gebruik van het Portaal van de Overheidsopdrachten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap voor de gunning van de overheidsopdrachten die hen aangaan.

Elk lid van de Waalse Regering zorgt ervoor, wat hem betreft, dat de publiekrechtelijke rechtspersonen die functioneel onder zijn bevoegdheid ressorteren gebruik maken van dat portaal voor de gunning van de overheidsopdrachten die hen aanbelangen.

Art. 18. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet, al naar gelang van het geval, geraamd worden volgens de regels bedoeld in de artikelen 2, 28 of 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken of in de artikelen 2, 21 en 41 van het koninklijk besluit van 10 januari betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten volgens de onderhandelingsprocedure onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 17, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, en 39, § 2, 2°, *a*, 3°, *b*, 4°, *b*, en 6°, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten wordt het bedrag van de hoofdopdracht eveneens in aanmerking genomen.

Art. 19. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Voor de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van verschillende Ministers vallen, wordt overleg gepleegd vanaf de uitwerkingsfase van de voorstellen met het oog op de gezamenlijke eindafwerking.

Art. 20. § 1. De Minister-President is bevoegd om de dossiers i.v.m. de Europese fondsen aan de Waalse Regering over te maken. Die dossiers worden gezamenlijk voorbereid en medeondertekend door de Minister-President en de bevoegde vakminister(s). Daarenboven neemt de Minister-President het voorzitterschap van de verschillende technische, financiële en opvolgingscomités waar.

§ 2. Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan of een impulsfonds wordt onmiddellijk aan de Minister-President betekend.

Art. 21. Elke Minister bepaalt de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, waarbij de eigenheid van de behandelde aangelegenheid tegenover de maatregelen van algemeen toezicht als bedoeld in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangevoerd wordt.

Art. 22. De Waalse Regering accrediteert de inspecteurs van Financiën en stelt hen bij haar leden aan op de voordracht van de Minister van Begroting.

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering wordt opgeheven.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt, met uitzondering van de bepalingen van artikel 2, § 3, laatste streepje, die in werking treden zodra de specifieke administratieve cel « duurzame ontwikkeling » opgericht is en wanneer de Regering bepaalt welk type punten haar overgelegd moet worden.

Art. 25. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN